

REÇU LE 14 OCT. 2012



*Secrétariat général pour l'administration*

DIRECTION  
DE LA MÉMOIRE, DU PATRIMOINE  
ET DES ARCHIVES

Sous direction de l'immobilier et de  
l'environnement  
Bureau environnement  
Affaire suivie par :  
Mlle Elsa Péron  
elsa.peron@sga.defense.gouv.fr  
☎ 01.44.42.13.57  
☎ 01.44.42.12.13


Paris, le 10 SEP 2012

Nº DEF/SGA/DMPA/SDIE/ENV  
00.013

Bordereau d'envoi

à Monsieur le directeur de la société française  
Donges-Metz - SFDM  
47 avenue Franklin Roosevelt  
77 210 Avon

à Monsieur le préfet du département de la  
Marne  
38, rue Carnot  
51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX

Désignation des pièces	Nombre	Observations
<p><b>OBJET :</b>  Arrêté ministériel d'autorisation de mise en service d'installations classées pour la protection de l'environnement (rubriques n<sup>os</sup> 1432-1-d et 1185-2-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) situées sur le territoire de la commune de Togny-aux-Bœufs (Marne).</p>	1	Transmis pour attributions
<p>Prescriptions techniques particulières :  Rapport de présentation du CODERsT de la Marne et autres documents :</p>	1	<p>Le préfet de la Marne est chargé de transmettre ce document au maire de la commune de Togny-aux-Bœufs pour affichage selon l'article 4 de cet arrêté et d'informer les tiers conformément à l'article 5 de ce même arrêté.</p>
<p><b>Référence :</b>  Note n° 12-03035 DEP/DEF/CGA/IS/IIC/PPRT3 du 29 juin 2012</p>		<p>L'administratrice civile hors classe  Adjointe au sous-directeur  de l'immobilier et de l'environnement</p>  <p>Line BONMARTEL-COULOUME</p>
<p><b>Copie (récépissé seulement) :</b>  - CGA/IIC  14, rue Saint-Dominique  75 700 PARIS SP 07</p> <p>- DCSEA  27 boulevard de Stalingrad  92 240 MALAKOFF</p>		

REPUBLIQUE FRANCAISE

---

MINISTERE DE LA DEFENSE

---

Arrêté ministériel d'autorisation de mise en service d'installations classées pour la protection de l'environnement (rubriques n<sup>os</sup> 1432-1-d et 1185-2-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) situées sur le territoire de la commune de Togny-aux-Bœufs (Marne).

Le ministre de la défense,

Vu le code de l'environnement, notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le décret du 24 février 1995 confiant l'exploitation du système d'oléoduc Donges-Melun-Metz à la société Française Donges-Metz,

Vu l'arrêté du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et sa circulaire d'application,

Vu l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation,

Vu l'arrêté du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et à leurs équipements annexes soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu l'arrêté n° 2009-1531 du 20 novembre 2009 approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin de la Seine et des cours d'eaux côtiers normands et arrêtant le programme pluriannuel de mesures,

Vu l'arrêté du 19 juillet 2011 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

Vu la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodiques applicables aux études de dangers à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003,

Vu la circulaire du 12 janvier 2011 relative à l'articulation entre le plan d'opération interne, l'intervention des services de secours publics et la planification ORSEC afin de traiter les situations d'urgence dans les installations classées,

Vu la circulaire du 8 février 2007 relative aux sites et sols pollués. Modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués,

Vu le dossier de demande d'autorisation d'exploiter révisé, en date du 3 février 2011, présenté par monsieur le directeur général de la Société Française Donges-Metz,

Vu les rapports d'inspections du Contrôle général des armées (CGA) relatifs au parc C n°10-01686 DEP/DEF/CGA/IS/IIC/PPRT3 du 13 avril 2010 et n° 10-03197 DEP/DEF/CGA/IS/IIC/PPRT3 du 5 juillet 2010 et leurs lettres d'accompagnement n° 1001687 DEP/DEF/CGA/IS/IIC/PPRT3 du 13 avril 2010 et n° 10-03201 DEP/DEF/CGA/IS/IIC/PPRT3 du 5 juillet 2010,

- Vu la lettre du CGA n° 10-03319 DEP/DEF/CGA/IS/IIC/PPRT3 du 13 juillet 2010, relative à la demande de réalisation d'une tierce expertise de l'étude de dangers du parc C de Togny-aux-Bœufs,
- Vu la lettre de la SFDM n° QSE/10-138 en date du 20 août 2010 relative aux compléments apportés par le SFDM après les inspections des installations du parc C de Togny-aux-Bœufs en 2010,
- Vu la lettre de la SFDM n° QSE/10-146 relative au revêtement du réservoir C6 du parc C de Togny-aux-Bœuf, en date du 27 septembre 2010,
- Vu la tierce-expertise de l'étude de dangers (rapport DSU n° 235) réalisée par l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire remise à la SFDM en janvier 2011,
- Vu la lettre du CGA n° 11-01838 DEP/DEF/CGA/IS/IIC/PPRT3 du 1<sup>er</sup> avril 2011 relative à l'obligation de constitution de garanties financières avant la mise en activité des installations du parc C de Togny-aux-Bœufs,
- Vu l'avis de l'autorité environnementale sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter du parc C de stockage de liquides inflammables de la région de Châlons-en-Champagne, sur le territoire de la commune de Togny-aux-Bœufs, n° Seeidd-IDPP2-22-05-2031 en date du 16 mai 2011,
- Vu le rapport n° 11-02869 DEP/DEF/CGA/IS/IIC/PPRT3 du 25 mai 2011 relatif à la mise à jour du plan d'opération interne du parc C de Togny-aux-Bœufs et sa lettre d'accompagnement n° 11-0287 DEP/DEF/CGA/IS/IIC/PPRT3 du 25 mai 2011,
- Vu la lettre de la SFDM n° QSE/11-063 relative à l'arrêt du stockage de carburacteur du type A1 dans le parc de Togny-aux-Bœufs en date du 31 mai 2011
- Vu l'arrêté préfectoral de la Marne n° 2011 EP 120 IC prescrivant une enquête publique sur le projet d'exploiter le parc C de stockage de liquides inflammables de la région de Châlons-en-Champagne, sur le territoire de la commune de Togny-aux-Bœufs, présentée par la société Française Donges-Metz (SFDM), transmis par bordereau d'envoi de la direction départementale des territoires de la Marne le 26 septembre 2011,
- Vu l'avis de la direction régionale des affaires culturelles Champagne-Ardenne n° SRA/11/CL/MD/002440 en date du 19 septembre 2011,
- Vu l'avis n° 112101118 de la direction départementale des services d'incendie et de secours de la Marne en date du 12 octobre 2011,
- Vu l'avis de la direction départementale des territoires, service environnement de la Marne en date du 20 octobre 2011,
- Vu la lettre du CGA n° 11-05199 DEP/DEF/CGA/IS/IIC/PPRT3 du 20 octobre 2011 relative à l'analyse du risque foudre pour les installations du parc C de Togny-aux-Bœufs,
- Vu l'avis n° 729/DPC du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civiles en date du 27 octobre 2011,
- Vu la lettre du CGA n° 11-05998 DEP/DEF/CGA/IS/IIC/PPRT3 du 13 décembre 2011 relative à la réalisation des dispositions demandées dans le cadre des inspections réalisées par l'inspection des installations classées du parc C de Togny-aux-Bœufs,
- Vu le registre d'enquête et le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur transmis par bordereau d'envoi de la direction départementale des territoires de la Marne le 22 décembre 2011,
- Vu l'avis du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la société Française Donges-Metz en date du 8 février 2012 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Marne du 24 mai 2012,

Vu la proposition de prescriptions techniques particulières faites par l'inspecteur des installations classées de la défense dans son rapport de présentation au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques,

Vu l'avis de l'inspection des installations classées de la défense en date du 29 juin 2012.

Considérant que le dossier de demande d'autorisation d'exploiter et ses compléments remis par la SFDM rendent compte de l'analyse menée sur l'identification des risques et de leurs conséquences ainsi que l'évaluation du niveau de maîtrise des risques,

Considérant que les éléments fournis sont considérés comme suffisants pour permettre la démarche d'appréciation de la maîtrise des risques et la caractérisation des aléas pour l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques (PPRT),

Considérant qu'il ressort que l'étude de dangers comporte néanmoins des insuffisances, notamment en matière de justifications, qui devront être prises en compte par l'exploitant dans la prochaine mise à jour de l'étude de dangers et qu'il convient de reprendre ces insuffisances dans le cadre du présent arrêté,

Considérant que l'exploitant a identifié des mesures d'améliorations de la sécurité, et qu'il convient de prendre acte de certaines de ces mesures dans le présent arrêté,

Considérant qu'il résulte de l'instruction à laquelle il a été procédé que l'autorisation peut être accordée sous certaines réserves ayant pour but de sauvegarder les intérêts visés à l'article L.511 du code de l'environnement susvisé,

Arrête :

Article 1<sup>er</sup> :

Monsieur le directeur général de la société française Donges-Metz est autorisé à exploiter les installations classées, implantées au sein du parc C de stockage de liquides inflammables de Togny-aux-Boeufs, situées sur le territoire de la commune de Togny-aux-Boeufs sous réserve du respect des prescriptions techniques particulières annexées au présent document.

Article 2 :

Cet établissement comprend les installations classées pour la protection de l'environnement suivantes, soumises à autorisation ou à déclaration au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées :

- Chlorofluorocarbures, halons et autres carbures et hydrocarbures halogénés. Composants et appareils clos en exploitation, dépôts de produits neufs ou régénérés, à l'exception des appareils de compression et de réfrigération visés par la rubrique 2920. La quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg dans les installations d'extinction (rubrique 1185-2-b de la nomenclature),
- Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). Lorsque la quantité stockée de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 susceptible d'être présente est supérieure ou égale à 25 000 t pour la catégorie C, y compris les gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles) et les kérosènes dont le point éclair est supérieur ou égal à 55° C (rubrique n° 1432-1-d de la nomenclature).

Article 3 :

L'exploitation de ces installations est soumise au contrôle de l'inspection des installations classées de la Défense.

Article 4 :

Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions techniques particulières auxquelles les installations sont soumises, sera affiché :

- en permanence de façon visible dans l'établissement ;
- dans la mairie de la commune de Togny-aux-Boeufs pendant une durée minimum d'un mois.

Article 5 :

Conformément au code de l'environnement, le préfet de la Marne est chargé de l'information des tiers.

Publication de l'avis d'autorisation sera faite dans deux journaux aux frais du bénéficiaire.

Article 6 :

Le directeur de la mémoire, du patrimoine et des archives, le préfet du département de la Marne et le contrôleur général des armées, chef de l'inspection des installations classées de la défense, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à Monsieur le directeur général de la société française Donges-Metz.

Fait à Paris, le 10 SEP 2012

Pour le Préfet et par délégation

L'administratrice civile hors classe  
Adjointe au sous-directeur  
de l'immobilier et de l'environnement

Line BONMARTEL-COULOUME

## **PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES**

### **CONCERNANT**

#### **LE « PARC C » DE STOCKAGE DE LIQUIDES INFLAMMABLES DE TOGNY-AUX-BOEUFs**

### **Titre I : Exploitant**

#### **Article 1**

1-1. Monsieur le directeur de la Société Française Donges-Metz est autorisé à exploiter les installations du « parc C » de stockage de liquides inflammables de Togny-aux-Bœufs, sur la commune de Togny-aux-Boeufs, département de la Marne. Il est désigné ci-après « exploitant des installations ».

Le « parc C » de stockage de liquides inflammables de Togny-aux-Bœufs est un des établissements de la Société Française Donges-Metz. L'adresse de l'exploitant est :

Monsieur le directeur général de la SFDM  
Société anonyme  
47, avenue Franklin Roosevelt  
77210 AVON.

1-2. Considérant l'arrêté du 18 avril 2008, ainsi que les caractéristiques des réservoirs semi-enterrés et la présente autorisation accordées jusqu'au 31 décembre 2020. L'exploitant justifiera avant cette date de la conformité de ses installations aux textes applicables à cette époque. La poursuite de l'exploitation sera autorisée par arrêté complémentaire.

### **Titre II : Description des installations**

#### **Article 2**

2-1. Le « parc C » de stockage de liquides inflammables de Togny-aux-Bœufs a été mis en service en 1956. En application des articles R.517-1 à R.517-8 du code de l'environnement, il fonctionne au bénéfice de l'antériorité.

Les activités qui y sont effectuées sont la réception, l'expédition et le stockage de liquides inflammables de catégories C (gazole et fioul).

2-2. L'établissement de Togny-aux-Bœufs (51), implanté sur 13 ha, comporte deux zones principales :

- une zone où sont implantés :
  - o un poste de garde ;
  - o un bâtiment avec une pomperie basse pression et un groupe électrogène ;
  - o un manifold gare à racleurs ;
  - o un bâtiment abritant la salle de contrôle ;
  - o un bâtiment abritant magasin de stockage de produits divers ;
  - o un bâtiment abritant une installation de défense contre l'incendie, avec, un réseau d'eau d'incendie, une réserve d'eau d'incendie et une réserve d'émulseur ;
- une zone où sont implantés sept réservoirs de stockage atmosphérique semi-enterrés de liquides inflammables de catégorie C et leurs équipements annexes.

Les installations sont desservies par une route goudronnée depuis une entrée fermée par un portail et accessible par la route départementale RD 54.

Le « parc C » de stockage de liquides inflammables de Togny-aux-Bœufs, est entouré de terrains agricoles dans une zone à forte activité agricole. Un parc d'éoliennes a été construit en limites ouest et sud-sud-ouest.

**2-3.** Le « parc C » de stockage de liquides inflammables de Togny-aux-Bœufs comprend sept réservoirs semi-enterrés identiques. Ces réservoirs, cylindriques à axe vertical, sont constitués d'une robe et d'un fond en acier. Ils sont construits dans un encuvement en béton armé d'une épaisseur d'environ 0,3 m. L'espace entre la paroi en béton et la robe est minime, voire inexistant. Le toit, en béton armé d'une épaisseur d'environ 0,3 m repose sur 61 poteaux métalliques. La partie émergente du réservoir est recouverte d'une couche de terre d'environ 1 m.

Le fond, les poteaux de soutènement du toit et la première virole de la robe sur environ 1 m, sont recouverts par une couche en résine époxy.

La capacité unitaire de chaque réservoir est d'environ 11 044 m<sup>3</sup> (surface interne X hauteur = 1513 m<sup>2</sup> X 7,3 m).

La capacité de stockage totale du parc C est d'environ 77 000 m<sup>3</sup>.

### Titre III : Situation administrative

#### Article 3 :

**3-1.** Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

N°	Désignation de la rubrique (Activité)	Paramètres	Seuil	Classement
1432-1-d	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) : supérieur ou égal à 25000 t pour la catégorie C, y compris les gazoles et les kérosènes, dont le point éclair est supérieur ou égal à 55°C	7 réservoirs enterrés de capacité unitaire d'environ 11 000 m <sup>3</sup> soit 77 000 m <sup>3</sup> ou <b>67 761 t</b>	Supérieur ou égal à 25 000 t	Autorisation avec servitude d'utilité publique <b>AS</b>
1185-2-b	Chlorofluorocarbures, halons et autres carbures et hydrocarbures halogénés : composants et appareils clos en exploitation, dépôts de produits neufs ou régénérés, à l'exception des appareils de compression et de réfrigération visés par la rubrique 2920. La quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) supérieure à 200 kg dans les installations d'extinction	Installation d'extinction : en salle technique : 65 kg ; salle groupe électrogène : 116 kg ; salle des pompes : 183 kg soit <b>264 kg</b>	Supérieur à 200 kg	Déclaration <b>D</b>
2910 A	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange,...du fioul domestique..., à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques..., si la puissance thermique maximale est : supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	Moteurs pomperie incendie : 123 kW  Groupe électrogène : 160 kW	Inférieur au seuil	<b>Non classée</b>

#### 3-2. Localisation de l'établissement

Les installations autorisées et déclarées sont situées :

Département : Marne

Commune : Togny-aux-Boeufs

Plan d'occupation des sols : le parc C est implanté en zone INCh du plan d'occupation des sols (POS) de la commune de Togny-aux-Boeufs qui a été approuvé le 21 octobre 1977 et révisé le 10 mai 1990. En application du règlement de l'urbanisme de ce POS, la zone INCh est une zone spécifiquement réservée aux stockages d'hydrocarbures.

#### **Article 4 : La conformité des dossiers administratifs**

**4-1.** Les installations, objet de l'arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et aux données et techniques contenus dans le dossier d'autorisation d'exploiter déposé par l'exploitant (lettre SFDM/QSE n° 11-017 du 3 février 2011).

En tout état de cause, elles respectent ou devront respecter les dispositions du présent arrêté et les réglementations en vigueur.

**4-2.** Les installations doivent être implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande d'autorisation d'exploiter et aux plans et documents qui lui sont joints sous réserve des prescriptions du présent arrêté.

**4-3.** Toute modification des installations, des conditions d'exploitation ou de la nature des produits stockés qui n'est pas prévue dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter et/ou dans le présent arrêté sera soumise, avant sa réalisation, au contrôle général des armées, en charge de l'inspection des installations classées du ministère de la défense, avec tous les éléments d'appréciation.

**4-4.** L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter avec ses plans ;
- les arrêtés d'autorisation d'exploiter, les arrêtés complémentaires et particuliers ;
- les comptes rendus d'examen et les mises à jour des études de dangers ;
- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit, les rapports de vérification, registres et pièces justificatives prévus par le présent arrêté ;
- le dossier de suivi pour chaque réservoir ;
- les rapports d'inspection ;
- les consignes de l'exploitant.

Sauf indications contraires, les rapports de contrôle, d'analyse ou d'essai, les registres mentionnés dans le présent arrêté et les pièces justificatives de l'élimination des déchets dangereux sont joint au dossier de suivi des installations. Ces documents seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra demander que des copies ou synthèses lui soient adressées.

**4-5.** Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement et, concernant l'étude de dangers, au moins tous les cinq ans, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article R. 512-31.

Lors de la prochaine mise à jour de l'étude de dangers, qui devra être transmise à l'inspection des installations classées avant le 3 février 2016, l'exploitant doit réévaluer les probabilités d'occurrence et les niveaux de gravité des phénomènes dangereux présentés dans l'étude de dangers conformément aux observations formulées dans le rapport de tierce expertise IRSN/DSU n° 235 de janvier 2011. Il doit également reconsidérer le classement des phénomènes dangereux dans la grille « MMR » et en réaliser une nouvelle.



#### **4-6. Contrôle et analyses**

Indépendamment des contrôles prévus dans cet arrêté, le CGA-IIC pourra demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, pour vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ou d'un texte réglementaire pris au titre de la législation sur les installations classées. Il pourra également demander la mise en place et l'exploitation d'appareils pour le contrôle des émissions ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

Les frais occasionnés par ces interventions sont supportés par l'exploitant.

#### **4-7. Accident ou incident**

En cas d'accident ou d'incident, l'exploitant des installations prend les dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée compétente et formée à la gestion des situations accidentelles pouvant être générées dans le cadre des activités du parc C, puisse en permanence, dans un délai de 30 minutes, intervenir sur les lieux et pour que l'administration ou les services extérieurs d'intervention puissent disposer d'une assistance technique et avoir communication d'informations utiles à leur intervention.

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement doit être signalé dans les meilleurs délais au CGA-IIC. Il devra faire l'objet d'un compte rendu conforme à l'instruction n° 20079/DEF/SGA/DAJ/D2P/DSE du 5 janvier 2005.

Sauf raison dûment justifiée l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident n'est pas modifié sans l'accord préalable du CGA-IIC et, s'il y a lieu, l'autorisation de l'autorité judiciaire.

**4-8.** En cas de mise à l'arrêt définitif d'une installation classée pour la protection de l'environnement, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site pour une activité industrielle.

Au moins 3 mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie à l'inspection des installations classées la date de cet arrêt. La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site, elle prévoit notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

**4-9.** L'exploitant tient à jour le système de gestion de la sécurité, qu'il a rédigé en application de l'arrêté du 10 mai 2000 modifié.

### **Titre IV : Réglementation applicable**

#### **Article 5**

La réglementation suivante est applicable aux installations :

- le code de l'environnement ;
- la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe R.511-9 du code de l'environnement ;

- le code du travail (article R. 4512-6 et suivants) ;
- le code de la santé publique ;
- décret du 24 février 1995 confiant l'exploitation du système d'oléoduc Donges-Melun-Metz à la Société Française Donges-Metz ;
- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;
- le décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;
- le décret n° 2002-1553 du 24 décembre 2002 relatif aux dispositions concernant la prévention des explosions applicables aux lieux de travail et modifiant le chapitre II du titre III du livre II du code du travail ;
- l'arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;
- l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté du 18 avril 2008, relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables et de leurs équipements annexes soumis à autorisation ou à déclaration au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté du 10 mai 2000, relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications ;
- l'arrêté du 26 février 2003 relatif aux circuits et installations de sécurité ;
- l'arrêté du 8 juillet 2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive ;
- l'arrêté du 28 juillet 2003 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter ;
- l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionnés à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 ;
- l'arrêté du 29 novembre 2006 modifié portant modalité d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement ;
- l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques au sein des installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation ;
- la circulaire du 9 novembre 1989 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (dépôts anciens de liquides inflammables rubrique 253) ;
- la circulaire du 6 mai 1999 relative à l'extinction des feux de liquides inflammables ;
- la circulaire du 08 février 2007 relative aux sites et sols pollués ;
- la circulaire du 13 mars 2008 relative à l'application de l'arrêté du 31 janvier 2008 ;
- l'instruction générale n° 22914/DEF/SGA/DAJ du 25 mars 2010 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du ministre de la défense ;
- la circulaire du 05 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de danger, à l'appréciation de la démarche du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques dans les installations classées pour la protection de l'environnement en application de la loi du 30 juillet 2003 ;

- la circulaire du 12 janvier 2011, relative à l'articulation entre le plan opération interne, l'intervention des services de secours publics et la planification ORSEC afin de traiter les situations d'urgence dans les installations classées ;
- l'instruction n° 24705/DEF/SGA/DAJ/D2P/DSE du 12 mars 2012 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du ministre de la défense ;
- l'instruction n° 20737/DEF/SGA/DAJ/D2P/DSE du 9 mai 2003 relative au plan d'opération interne et aux plans d'urgence appliqués aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du ministre de la défense ;
- l'instruction n° 20079/DEF/SGA/DAJ/D2P/DSE du 5 janvier 2005 relative aux incidents ou aux accidents survenus dans des établissements relevant du ministère de la défense ou dans des établissements comprenant des installations classées dont la police est assurée par l'inspection des installations classées de la défense.

## **Titre V : Prévention des pollutions**

### **Titre V-1 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

#### **Article 6**

**6-1.** L'eau est une ressource nécessaire au bon fonctionnement de l'établissement pour répondre aux besoins domestiques d'usage et à l'extinction d'un incendie.

L'établissement est alimenté en eau par le réseau public « eau de ville ». En application de l'article 16 de l'arrêté du 2 février 1998, la canalisation de raccordement au réseau public du dépôt dispose d'un disconnecteur.

L'établissement dispose d'un réseau d'eau de type séparatif.

Le séparateur comporte trois compartiments pour un volume total de 10 m<sup>3</sup>. Il est enterré et posé sur une dalle en béton en point bas du parc C.

Le séparateur est équipé d'un détecteur avec deux seuils d'alarme générant soit une alarme sonore et visuelle en salle de contrôle, soit un arrêt d'urgence de tous les équipements participant au transfert de liquides inflammables, selon le niveau atteint.

Les eaux sanitaires sont traitées en fosse septique.

**6-2.** Les caractéristiques de l'installation, et notamment les prélèvements et les rejets dans le milieu aquatique, sont compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L.212-1 du code de l'environnement.

**6-3.** Tous les effluents liquides susceptibles d'être pollués sont canalisés.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre le milieu récepteur et les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits.

Un dispositif permet l'isolement des réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par une consigne.

Un schéma des réseaux d'eaux et un plan de collecte des effluents liquides sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition du contrôle général des armées ainsi qu'au services d'incendie et de secours.

Ces documents font notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;

- les ouvrages de toutes sortes tels que les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques ou compteurs ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les effluents liquides ne dégradent pas les réseaux de collecte.

Les collecteurs véhiculant des eaux pollués par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le risque de propagation de flammes.

**6-4.** Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, les eaux d'incendie (exercice ou sinistre) polluées par des liquides inflammables ou de l'émulseur, les eaux de purges des fonds de réservoirs et d'égoutures d'exploitations sont collectées et ne peuvent être rejetées qu'après contrôle de leur qualité et si besoin qu'après traitement approprié. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, ces eaux peuvent être évacuées vers le milieu naturel dans les conditions autorisées par le présent arrêté.

Les volumes de confinement nécessaires sont déterminés à partir des scénarios de l'étude de dangers. Une étude technico-économique portant sur la possibilité d'atteindre cet objectif est réalisée sous deux ans à partir de la publication du présent arrêté.

**6-5.** La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne constitue un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées ci-dessous.

Les effluents rejetés ne comportent pas :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes. Concernant les hydrocarbures et les produits générant une demande chimique en oxygène (DCO), des rejets compatibles avec les valeurs seuils de rejet définies ci-dessous sont néanmoins autorisés ;
- de produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

**6-6.** Les rejets éventuels des effluents liquides dans le milieu récepteur respectent à minima les valeurs définies ci-dessous :

- température inférieure à 30°C ;
- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l au maximum
- demande chimique en oxygène (DCO) : 300 mg/l pour un flux journalier maximal autorisé de 100 kg/jour ;
- demande biochimique en oxygène sur cinq jours (DBCO) : 100 mg/l pour un flux journalier maximal autorisé de 30 kg/jour ;
- matières en suspension (MES) 100mg/l pour un flux journalier maximal autorisé de 15 kg/jour.

Les normes de références pour l'analyse des rejets sont celles fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009.

**6-7.** Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci ;
- permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

A la sortie de l'installation de traitement et avant rejet au milieu naturel des effluents liquides, l'exploitant prévoit un point de prélèvement d'échantillons et des points permettant la mesure de la température et la concentration en polluant. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

**6-8.** La conception et la performance des installations de traitement ou de pré-traitement des effluents liquides permettent de respecter les valeurs limites imposées au point 6.6 du présent arrêté.

Les installations de traitement ou de pré-traitement sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (notamment le débit, la température et la composition).

En particulier, les décanteurs-séparateurs ou débourbeurs sont contrôlés au moins une fois par trimestre et sont vidangés (éléments surnageant et boues) et curés au moins une fois par semestre. Le bon fonctionnement de l'obturateur est également vérifié une fois par semestre.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées au présent article, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire une éventuelle pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin le rejet.

**6-9.** Les emplacements autres (pomperie BP, gare à racleurs, prises d'échantillon), où un écoulement accidentel de liquide inflammable peut se produire, comportent un sol étanche permettant de canaliser les fuites et les égouttures vers des rétentions spécifiques.

**6-10.** L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Les modalités de cette surveillance sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Cette surveillance intègre a minima une mesure trimestrielle de l'ensemble des polluants et paramètres visés au point 6-6 du présent arrêté.

Si le flux moyen journalier, ou dans le cas de rejets ponctuels, le flux maximal journalier de DCO est supérieur à 300 kg ou si le flux moyen ou, dans le cas de rejets ponctuels, le flux maximal journalier d'hydrocarbures totaux est supérieur à 10 kg, une mesure journalière ou une mesure lors de chaque rejet ponctuel est réalisée dans les rejets à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de vingt-quatre heures ou sur toute la durée si le rejet est ponctuel.

Les résultats des mesures de ce programme sont transmis à l'inspection des installations classées tout les semestres, et le cas échéants, accompagnés de commentaires sur les causes des éventuels dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé choisi dans la liste fixée article 11 de l'arrêté ministériel du 29 novembre 2006 cité à l'article 4 du présent arrêté.

**6-11.** Dans le cadre du suivi du vieillissement des installations, l'exploitant fera expertiser par un organisme agréé et spécialisé, les réseaux de distribution des eaux, les réseaux de collecte des eaux souillées, les installations de décantation et de séparation, l'organisation et les dispositifs de rejets des eaux dans la nature, afin que ces installations mise en service en 1956 et qui contribuent à la protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques, répondent au titre 6 du présent arrêté. Le rapport d'expertise et le programme des mises en conformité par rapport aux dispositions fixées par le présent arrêté seront soumis à l'inspection des installations classées dans un délai de 12 mois à compter de la prescription du présent arrêté ministériel.

## **Article 7**

**7-1.** Le sol et le sous-sol du parc C présentent des traces de pollution par des hydrocarbures stockés sur le site entre 1988 et 1995. Des campagnes de dépollution, des surveillances et des analyses des prélèvements réalisés dans les 10 piézomètres situés sur et à proximité immédiate du site sont réalisées depuis 1995. Le suivi du traitement de la pollution est assuré par un organisme agréé. Des contrôles réalisés en 2009, mettent en évidence que des traces d'hydrocarbures subsistent dans les eaux souterraines.

En application de la circulaire du 8 février 2007, relative aux sites et sols pollués, l'exploitant réalise, puis soumet à l'inspection des installations classées avant le 30 octobre 2012, un programme d'investigations complémentaire, qui comprend au minimum, une interprétation de l'état du milieu et un plan de gestion afin de traiter cette pollution historique.

## **Titre V-2 : Nuisances sonores et vibrations**

### **Article 8**

**8-1.** Les installations sont équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les véhicules de transport, les engins de manutention ou de chantier utilisés dans l'enceinte du parc C doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes au décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et ses textes pris en application.

L'usage d'appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Une « étude d'impact sur les nuisances sonores » est réalisée par un organisme agréé dans un délai de 12 mois à compter de la publication du présent arrêté. Ces mesures sont faites en limite d'enceinte aux points nord, est, sud et ouest et selon la méthode décrite dans l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation du bruit émis par les installations classées pour la protection de l'environnement. Les résultats et les conclusions sont présentés à l'inspection des installations classées.

### **8-2. Limitations du bruit en dB (A)**

Le niveau des émissions sonores et l'émergence ne doivent pas excéder les valeurs suivantes :

Période	Niveau de bruit	Valeur d'émergence admissible
De 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	55 dB (A)	5 dB (A)
De 22h à 7h ainsi que dimanches et jours fériés	50 dB (A)	3 dB (A)

## **Titre V-3 : Déchets**

### **Article 9**

**9-1.** L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation de ses installations pour limiter la production de déchets. Il assure également leur gestion en privilégiant les opérations de valorisation.

**9-2.** L'exploitant effectue à l'intérieur du parc C la séparation entre les déchets dangereux ou non de manière à faciliter leur élimination ou leur traitement dans des filiales spécifiques. Les déchets dangereux sont stockés séparément des autres déchets.

**9-3.** Les déchets et résidus produits, entreposés dans le parc C, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollutions pour les populations avoisinantes et l'environnement. A cet effet, l'exploitant assure la prévention d'un lessivage par les eaux pluviales, la prévention d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, la prévention des envols et la neutralisation des odeurs

**9-4.** L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées.

Le brûlage à l'air libre et l'enfouissement des déchets sont interdits.

**9-5.** Le stockage des boues avant leur traitement ou leur élimination est limité de façon à ne pas présenter de risques de pollution, ni de dangers ou inconvénients tels que définis à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Les fiches de suivi des vidanges et des curages des décanteurs-séparateurs ou débourbeurs visés à l'article 6 du présent arrêté, ainsi que les bordereaux de traitement des déchets résultant de ces nettoyages qui auront été détruits ou retraités sont tenus à dispositions de l'inspection des installations classées ;

**9-6.** L'exploitant ouvrira et tiendra à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets dangereux comme défini par le code de l'environnement.

Ce registre contiendra les informations suivantes :

- la désignation et le code des déchets ;
- la date d'enlèvement ;
- le tonnage ;
- le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- la désignation du ou des modes de traitement ;
- le nom, l'adresse et le n° SIRET de l'installation destinataire finale ;
- le cas échéant, le nom, l'adresse et le n° SIRET des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur n° SIREN ainsi que leur n° de récépissé ;
- la date d'admission des déchets dans l'installation destinataire finale et, le cas échéant, dans les installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités ainsi que la date du traitement des déchets dans l'installation destinataire finale ;
- le cas échéant, le nom, l'adresse et le n° SIREN du négociant ainsi que son n° de récépissé.

Lors de toute remise de déchet à un tiers, l'exploitant émet un bordereau qui accompagne le déchet. Le formulaire CERFA n° 12571\*01 sera utilisé.

Le registre et les bordereaux seront conservés par l'exploitant pendant 5 ans.

L'exploitant rédigera avant le 1<sup>er</sup> avril de chaque année une déclaration annuelle sur les émissions accidentelles de polluant et la production des déchets dangereux de son établissement. Cette déclaration est faite sur le site de télé déclaration du ministère chargé de l'environnement conformément aux dispositions de l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle à l'administration des émissions polluantes et des déchets et de sa circulaire du 13 mars 2008.

## **Titre V-4 : Odeurs**

### **Article 10**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin que l'ensemble des installations ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

## **Titre V-5 : Emissions de composés organiques volatils (COV)**

### **Article 11**

L'exploitant réalise un inventaire des sources d'émission en COV canalisés et diffus. La liste des sources d'émission est actualisée annuellement et tenue à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour quantifier et limiter les émissions de COV de ses installations et générés par le gazole et le FOD, en considérant les meilleurs techniques disponibles à un coût économiquement acceptable et en tenant compte de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, conformément aux articles R.5121-8 et R.512-28 du code de l'environnement.

## **Titre VI : Implantation accessibilité**

### **Article 12**

**12-1.** L'emprise du terrain du parc C est entourée par une clôture de 2,5 mètres de haut.

**12-2.** A la demande des services d'incendie et de secours de la Marne, tous les bâtiments et installations implantés sur le parc C, doivent être accessibles en permanence par une voie présentant les caractéristiques minimales ci-dessous et utilisable par les engins d'incendie et de secours :

- largeur : 3 mètres, bandes réservées au stationnement exclues ;
- force portante calculée pour un véhicule de 130 kN (dont 40 kN sur l'essieu avant et 90 kN sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,50 mètres) ;
- rayon intérieur minimum : 11 mètres ;
- hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de 3,30 mètres de hauteur majorée d'une marge de sécurité de 0,20 mètres ;
- pente inférieure à 15 %.

L'exploitant fournit dans un délais de 18 mois suivant la date de publication du présent arrêté, une étude technico-économique évaluant la possibilité que le site dispose en permanence de deux accès au moins. L'implantation du second accès sera choisie de telle manière que les services d'incendie et de secours puissent accéder en permanence et par tout temps aux installations de défense contre l'incendie de parc C.

L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie de secours ou directement par ces derniers.



## **Titre VII-1: Spécificités des réservoirs semi-enterrés du parc C et de leurs équipements annexes**

### **Article 13**

**13-1.** L'arrêté du 18 avril 2008 précité, prévoit dans son article 16, alinéa 4 que les réservoirs stratifiés et non placés en fosse sont remplacés avant le 31 décembre 2020 par des réservoirs conformes aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté du 18 avril 2008 ou transformés en réservoir à double enveloppe avec un système de détection de fuite conformes à la norme EN 13160, dans sa version en vigueur à la date de la mise en service du système ou toute norme équivalente dans la communauté européenne ou l'espace économique européen.

Vu les dispositions spécifiques présentées par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation ;

Vu les études technico-économiques présentées par l'exploitant dans sa note SFDM/DQSE-10/02/2012 et considérant que :

- les fonds des réservoirs et leur première virole sont revêtus d'une résine époxy ;
- les réservoirs sont placés dans un encuvement béton, qui peut être rapproché d'une cuvette de rétention,

l'exploitation de ces réservoirs est autorisée jusqu'au 31 décembre 2020 sous réserve que l'exploitant :

- poursuive la pose du revêtement de la paroi interne de chaque réservoir, conformément à son engagement pris lors de l'enquête publique et que le revêtement des sept réservoirs soit achevé avant le 30 avril 2017 ;
- fasse procéder au contrôle des soudures qui lient les tôles du fond et des viroles entre elles, afin d'analyser les effets des contraintes internes et externes exercées par le massif végétal sur la structure et de détecter les traces de corrosion, par une société spécialisée. Le contrôle des soudures sur chaque réservoir et ses installations est réalisé lors de chaque inspection quinquennale. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ;
- fasse procéder aux contrôles, par une société spécialisée, de la perméabilité et de la porosité du béton composant l'encuvement. Ces contrôles sont réalisés lors de l'inspection quinquennale de chaque réservoir ; Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ;
- rédige une procédure d'intervention en cas de constat de corrosion ou d'usure des tôles composant les parois et le fond du réservoir, lors des contrôles. La procédure est rédigée et présentée à l'inspection des installations classées avant le 30 décembre 2012.

**13-2.** Concernant les dispositions spécifiques, l'exploitant doit démontrer qu'elles garantissent des résultats au moins équivalents en matière de protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement à ceux notifiés dans l'arrêté du 18 avril 2008.

L'exploitant doit définir les critères de performance des barrières de sécurité mis en place pour réduire le risque de perte de confinement. Il doit vérifier, puis démontrer que ces barrières de sécurité remplissent la fonction de sécurité définie pour éviter la perte de confinement, puis évaluer leur niveau de confiance. Les résultats des analyses complémentaires seront insérées dans l'étude de dangers lors de sa première mise à jour.

**13-3.** Les réservoirs semi-enterrés sont équipés des dispositifs de sécurité suivants :

- deux détecteurs de niveau :
  - une jauge de niveau permettant la mesure en continu du niveau de liquide dans le réservoir. Cette jauge est munie des seuils suivants :
    - un seuil de niveau « haut », dont le franchissement déclenche une alarme sonore et visuelle transmise en salle de contrôle du parc C, en salle de contrôle du parc A et au dispatching situé au siège social à Avon (77) ;
    - un seuil de niveau « fermeture des circuits », dont le franchissement déclenche :
      - une alarme sonore et visuelle transmise en salle de contrôle du parc C, en salle de contrôle du parc A et au dispatching ;
      - la mise en sécurité des installations. Cette mise en sécurité consiste en :
        - la fermeture de la vanne de sortie du parc A, située au départ de la canalisation reliant le parc A au parc C ;
        - la fermeture de la vanne d'entrée du parc C située à l'arrivée de la canalisation reliant le parc A au parc C ;
        - la fermeture des vannes des collecteurs situés dans la pomperie BP du parc C ;
        - l'arrêt des pompes de transfert du parc C ;
  - une sonde de contact fixée au toit qui, en cas de dépassement d'un seuil de niveau « très haut », provoque les mêmes actions que le dépassement du niveau « fermeture des circuits » décrit précédemment.

**13-4.** Le niveau dans chaque réservoir de stockage est reporté en continu en salle de contrôle du parc C, en salle de contrôle du parc A et au dispatching.

Lors d'une opération de remplissage ou de vidange d'un réservoir de stockage, le niveau du liquide dans ce réservoir est relevé toutes les heures par un technicien d'exploitation. En dehors de phases de transfert, un système dit « VARBAC » permet de détecter en permanence les variations de niveau dans les différents réservoirs de stockage : l'automate programmable (API) installée dans la salle de contrôle du parc C peut déceler, à partir des informations fournies par la jauge, une variation négative ou positive du volume de produit contenu dans le réservoir (entre 70 m<sup>3</sup> et 80 m<sup>3</sup>) et déclencher, dans ce cas, une alarme visuelle et sonore en salle de contrôle du parc C, en salle de contrôle du parc A et au dispatching.

**13-5.** Les hydrocarbures sont stockés à la pression atmosphérique. Chaque réservoir de stockage est équipé de 5 soupapes munies de pare-flammes pour la protection contre la foudre. Les soupapes, qui sont installées sur le toit, permettent de maintenir une pression constante dans le réservoir lors des opérations de vidange et de remplissage.

**13-6.** L'intérieur du réservoir est accessible par un trou d'homme.

Chaque réservoir dispose d'un puits latéral qui permet :

- le passage des tiges de report de commande manuelle des vannes en surface ;
- la visite des vannes et des brides.

Chaque réservoir est équipé en pied :

- d'un orifice de diamètre 0,3 m (12 pouces) avec une vanne à opercule manuelle extérieur sur bride raccordée à une canalisation unique pour les entrées et les sorties de liquides inflammables ;
- d'un orifice de diamètre 0,1 m (4 pouces) avec une vanne manuelle extérieure sur bride raccordée à une canalisation de purge d'eau du réservoir.

**13-7.** Dans le cadre de la maîtrise des risques à la source, et pour réduire les effets liés à un feu de nappe alimentée à la suite de la rupture d'une canalisation, la vanne de pied de bac, ou

dispositif équivalent, de chaque réservoir semi-enterré, est de type sécurité feu commandable à distance et à sécurité positive.

La vanne de pied de bac, ou un dispositif équivalent, est un organe de sécurité qui doit être immédiatement secouru en cas de perte de l'alimentation électrique sur le parc C.

Les vannes de pied de bac, ou dispositifs équivalents, sont installées sur les canalisations d'alimentation des réservoirs semi-enterrés du parc C dans un délai de 24 mois à compter de la prescription du présent arrêté.

## **Titre VII-2 : Spécificités de la salle de contrôle**

### **Article 14**

Les dispositifs de contrôle et de commande des installations du parc C sont situés dans un bâtiment en béton. Le bâtiment doit être conçu pour résister aux flux thermiques pouvant être générés par un scénario décrit dans l'étude de dangers.

Le bâtiment dispose d'une détection incendie (fumée et flamme) organisée en zone et asservie à une extinction automatique par projection de gaz FM 200.

En cas de défaillance des dispositifs de commande et de contrôle et en cas de coupure du courant électrique, un dispositif de sécurité doit reprendre l'énergie électrique afin de mettre l'établissement en sécurité et assurer la fermeture des vannes de sécurité.

## **Titre VII-3 : Spécificités du bâtiment technique**

### **Article 15**

Le bâtiment technique en béton se compose d'un local avec un groupe électrogène et un local avec les collecteurs et les pompes de la pomperie basse pression. Le bâtiment dispose d'une ventilation haute et d'une ventilation basse.

### **Article 16**

**16-1.** Un groupe électrogène est installé dans un local disposant d'une détection incendie avec un asservissement à une extinction automatique. En cas de coupure du courant électrique le groupe électrogène doit reprendre instantanément l'énergie électrique et mettre l'établissement en sécurité, notamment en assurant la fermeture de toutes les vannes et en arrêtant les opérations de transfert de produit.

L'entretien du groupe électrogène est assuré régulièrement et son fonctionnement est contrôlé mensuellement.

**16-2.** Le local pomperie basse pression abrite deux collecteurs installés en parallèle. Chaque collecteur est muni de sept vannes motorisées, afin d'assurer le remplissage et la vidange des réservoirs de stockage.

Un collecteur est utilisé lors de la réception des liquides inflammables, l'autre est utilisé pour leur expédition.

Deux pompes électriques d'un débit nominal de 380 m<sup>3</sup>/h assurent le transfert des liquides inflammables du parc C vers le parc A situé à Nuisement-sur-Coole.

### **Article 17**

Chaque pompe du parc C est munie d'un détecteur de débit nul permettant d'éviter son échauffement. Le moteur de chaque pompe est également muni d'un système de mesure de la température : en cas de dépassement d'un seuil de température « haute », les deux pompes seraient automatiquement arrêtées.

Le palier et le corps de chaque pompe sont dotés d'un système de mesure de leur température, relié à une alarme : en cas de dépassement d'un seuil de température « haute » pour l'un de ces équipements, les deux pompes sont automatiquement arrêtées.

#### **Article 18**

Les pompes et les collecteurs du parc C sont installés au-dessus d'une cuvette de rétention en béton, au point bas de laquelle est installé un détecteur de liquide. En cas de sollicitation, ce détecteur déclenche une alarme sonore et visuelle transmise en salle de contrôle du parc C, en salle de contrôle du parc A et au dispatching.

La cuvette de rétention est, depuis son point bas, en liaison directe avec le décanteur-séparateur d'hydrocarbures du site. L'écoulement du liquide vers le décanteur-séparateur se fait par gravité.

#### **Article 19**

Le local de la pomperie dispose d'une détection incendie avec un asservissement à une extinction automatique. Le local de la pomperie doit être étanche. Le mode d'extinction doit être de préférence par projection de mousse afin d'être efficace, sur un feu de liquides inflammables qui pourrait se déclencher dans la rétention.

### **Titre VII-3 : Spécificités de la gare à racleurs**

#### **Article 20**

**20-1.** Une gare à racleurs permettant d'introduire et de recevoir les racleurs qui transitent dans la canalisation reliant le parc A au parc C, est installée dans une cuvette de rétention à l'extrémité de la canalisation reliant le parc A au parc C.

Les murs latéraux et le fond de la cuvette de rétention sont en béton.

**20-2.** La cuvette de rétention est reliée au décanteur-séparateur d'hydrocarbures du site. Un détecteur de liquide implanté en point bas dans cette cuvette de rétention déclenche, en cas de sollicitation, le démarrage d'une pompe de relevage qui envoie le liquide retenu dans la cuvette vers le décanteur-séparateur d'hydrocarbures du site à un débit de 10 m<sup>3</sup>/h.

**20-3.** Le détecteur de liquide implanté en point bas est actionné par une commande avec un flotteur. La commande avec un flotteur située à l'air libre pouvant être prise dans la glace en période de gel, tous les organes de commande de ce type sont remplacés, modifiés ou complétés, avant le 30 novembre 2012.

**20-4.** L'étude de dangers a mis en évidence qu'une perte de confinement peut se produire dans la cuvette de rétention de la gare à racleurs, ce qui peut générer l'inflammation de la nappe de liquides inflammables créée. L'exploitant réalise dans un délai de 6 mois à compter de la prescription du présent arrêté, une étude technico-économique pour doter la cuvette de rétention d'un dispositif de détection avec un asservissement à une extinction automatique par dépose d'un tapis de mousse, ou un dispositif équivalent. L'étude et les conclusions seront présentées à l'inspection des installations classées.

### **Titre VIII : Exploitation et entretien**

#### **Article 21**

Chaque réservoir semi-enterré du parc C fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant a minima les éléments suivants, dans la mesure où ils sont disponible :

- date de construction (ou date de mise en service) et code de construction utilisé ;
- volume du réservoir ;
- matériaux de construction y compris des fondations ;
- existence d'un revêtement interne et date de la dernière application ;
- date de l'épreuve hydraulique initiale si elle a été réalisée ;
- liste des produits ou familles de produits successivement stockés dans le réservoir ;
- date, types d'inspection réalisées, résultats et si nécessaire mesures prises ;
- réparations éventuelles et codes utilisés.

Ce dossier est réalisé avant le 31 décembre 2013, il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

## **Article 22**

**22-1.** Chaque réservoir semi-enterré du parc C fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôle à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance de l'environnement.

Ce plan comprend :

- des inspections externes détaillées ;
- des inspections hors exploitation détaillées.

Bien que chaque réservoir soit recouvert d'un massif végétal, les inspections externes permettent de constater le bon état général du réservoir et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible. Une consigne définit les modalités de ces inspections externes qui comprennent a minima :

- l'inspection visuelle des équipements annexes positionnés sur le toit du réservoir,
- l'inspection visuelle des vannes de pied de bac et des vannes de purge d'eau ;
- une vérification d'une éventuelle déformation dans le puit latéral ;
- la vérification des déformations géométriques éventuelles du massif avec la présence d'éventuels tassements.

L'intervalle entre deux inspections externes détaillées n'exède pas un an.

Les inspections hors exploitations détaillées comprennent a minima :

- l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillé ;
- une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ;
- une inspection des soudures entre le fond et la robe entre les différentes viroles constituant la robe et les soudures entre les tôles constituant le fond ;
- une inspection visuelle de l'assise ;
- une inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu ;
- l'inspection de l'épaisseur des tôles du fond et des tôles constituant les viroles ;
- des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion. Ces mesures portent a minima sur l'épaisseur du fond et de

la première virole du réservoir et sont réalisées selon les meilleures méthodes adaptées disponibles. Ces mesures font l'objet d'une procédure qui sera tenue à la disposition de l'inspection des installations classées dans un délai de trois à compter de la prescription du présent arrêté ;

- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu ;
- un contrôle de l'état et de la porosité du béton constituant l'encuvement. Ce contrôle est réalisé par sondage en trois points judicieusement répartis sur le pourtour de l'encuvement.

En raison de la spécificités des réservoirs semi-enterré du parc C, les inspections hors exploitation sont réalisées pour chaque réservoir aussi souvent que nécessaire, et au minimum selon une périodicité de 5 ans.

**22-2.** Les écarts constatés lors des différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelle actions correctives.

**22-3.** Les inspections externes sont réalisées :

- par des services d'inspection de l'exploitant validés par le CGA ;
- ou sous la responsabilité de l'exploitant par une personne compétente désignée à cet effet, apte à reconnaître les défauts susceptibles d'être rencontrés et à en apprécier la gravité. Le ministre de la défense peut récuser la personne ayant procédé à ces inspections s'il estime qu'elle ne satisfait pas aux conditions du présent alinéa.

**22-4.** Les inspections hors exploitation sont réalisées :

- par un organisme indépendant habilité par le ministre chargé du développement durable pour toutes les activités de contrôle prévues par le décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 susvisé ;
- ou par des inspecteurs certifiés selon un référentiel professionnel reconnu par le ministre chargé du développement durable ;
- ou sous la responsabilité de l'exploitant par une personne compétente désignée à cet effet, apte à reconnaître les défauts susceptibles d'être rencontrés et à en apprécier la gravité. Le ministre de la défense peut récuser la personne ayant procédé à ces inspections s'il estime qu'elle ne satisfait pas aux conditions du présent alinéa.

**22-5.** Le site est débroussaillé annuellement.

## **Article 23**

**23-1.** Les réservoirs du parc C subissent un contrôle d'étanchéité selon les règles de l'annexe II de l'arrêté du 18 avril 2008 (règles à respecter lors des contrôles d'étanchéité par la méthode acoustique), tous les cinq ans, par un organisme agréé conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 18 avril 2008.

**23-2.** Si pour des raisons de conception et étant donné que le toit du réservoir n'est pas lié à sa robe, mais repose sur des pieds fixés sur le fond, le test d'étanchéité ne peut pas être réalisé comme mentionné au point 22-1 du présent arrêté, l'exploitant présente dans un délai de 4 mois après la prescription de cet arrêté, la méthode qu'il retient pour réaliser le contrôle d'étanchéité. Cette méthode devra être validée par un organisme agréé.

**23-3.** Les contrôles d'étanchéité de tous les réservoirs du parc C sont réalisés dans un délai de 18 mois à compter de la prescription du présent arrêté ministériel. Pour chaque réservoir, l'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées la traçabilité du contrôle et le diagnostif définitif de l'installation.

**23-4.** Un état de la situation de l'état des réservoirs est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées dans un délai de 12 mois à compter de la prescription du présent arrêté.

Tous les réservoirs semi-enterrés du parc C font l'objet d'une inspection hors exploitation détaillée avant la fin décembre 2015.

**23-5.** Les tuyauteries enterrées qui ne sont pas munies d'une deuxième enveloppe subissent un contrôle d'étanchéité selon les règles de l'annexe II de l'arrêté du 18 avril 2008, tous les cinq ans par un organisme agréé conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté du 18 avril 2008.

## **Article 24**

L'exploitant tient un inventaire des stocks par réservoir. Cet inventaire est réalisé tous les jours, après le dernier transfert de liquide de la journée en cas de fonctionnement discontinu des installations.

L'exploitant dispose au poste de sécurité du parc C et avant la réception des produits, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses stockées ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

## **Article 25**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel, y compris du personnel des entreprises extérieures amenées à travailler sur les installations du parc C, pour ce qui les concerne.

Ces consignes indiquent notamment :

- les règles concernant l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans l'enceinte du parc sans autorisation, telle que prévue à l'article 30 du présent arrêté (« permis de feu ») ;
- l'obligation d'une autorisation ou permis d'intervention, telle que définie à l'article 30 du présent arrêté (« permis de travail ») ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir et ses équipements annexes, sur un récipient mobile, une citerne ou une canalisation contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'intervention à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement régional de la SFDM de Châlons-en Champagne, des services d'incendie et de secours de la Marne. Ces numéros doivent être régulièrement contrôlés et mis à jour ;

## **Article 26**

**26-1.** En cas de fuite d'un réservoir, les dispositions suivantes sont mises en œuvre :

- arrêt du remplissage ;
- analyse de la situation et évaluation des risques potentiels ;
- mise en œuvre de moyens prévenant les risques identifiés.

**26-2.** L'exploitant enregistre et analyse les événements suivants :

- perte de confinement ou débordement d'un réservoir ;
- perte de confinement sur une tuyauterie ;
- dépassement d'un niveau de sécurité ;
- défaillance d'un des dispositifs de sécurité mentionnés dans le présent arrêté.

Ce registre et l'analyse associée sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **Article 27**

En dehors des heures d'exploitation du parc C, une surveillance de toutes les installations est mise en place en permanence par une télésurveillance et un report, afin de transmettre l'alerte au poste de sécurité du parc A de la SFDM situé à Nuisement-sur-Cooles (51) en cas de sinistre. Si cette alerte est directement transmise aux services d'incendie et de secours de la Marne, l'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions.

En cas de déclenchement d'une détection de fuite ou d'une alarme incendie, une personne apte, formée aux risques susceptibles d'être générés lors du fonctionnement des installations et autorisé par la direction de SFDM à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction ou maîtrise des fuites, est présente dans un délai inférieur à 30 minutes après le déclenchement de ce dispositif.

Dans le cas d'une présence d'un opérateur sur le site, notamment lors des mouvements de produit, une intervention à la suite du déclenchement d'une alarme incendie ou d'une détection de perte de confinement, est effective immédiatement et dans un délai inférieur à quinze minutes.

## **Article 28**

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des installations électriques, conformément aux référentiels en vigueur.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de ces vérifications et de ces maintenances.

L'exploitant procède annuellement à la fin de l'hiver à une analyse des caractéristiques physico-chimiques de l'émulseur stocké sur le parc C. En cas d'altération de l'émulseur, il doit être traité comme un déchet.

# **Titre IX : Autres dispositions de prévention des risques**

## **Article 29**

**29-1.** L'exploitant recense sous sa responsabilité, les zones (locaux ou emplacements) de l'établissement ou les équipements et appareils qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou transformées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion pouvant présenter des dangers pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant établit et tient à jour une cartographie de ces zones.



Dans ces zones, les installations électriques sont réduites au strict nécessaire pour les besoins de l'exploitation.

**29-2.** Les règlements et normes de portée générale s'appliquent aux installations du parc C et notamment le décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des courants électriques.

Les installations ou appareillages conditionnant la sécurité doivent être mis en position de sécurité en cas de défaillance totale de l'alimentation en énergie (réseau et groupes électrogènes). L'alimentation électrique des matériels de lutte contre l'incendie doit être maintenue en cas de coupure de l'alimentation principale.

Les matériels et les canalisations électriques doivent être maintenus en bon état, et être conformes à leurs spécifications techniques d'origine. Le bon état des installations électriques est vérifié annuellement par un organisme agréé. Les comptes rendus sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées et conservés au moins 5 ans.

### **Article 30**

Dans les zones qui présentent des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée à l'entrée du parcs et à proximité de chaque zone concernée.

Dans les zones de l'établissement visées par l'article 30 du présent arrêté, les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (notamment lors de l'emploi d'une flamme ou d'une source chaude) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le « permis de travail », le « permis de feu » s'il y en a un et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant et par la personne qu'il aura désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail », le « permis de feu », le cas échéant, et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront désignées, sans préjudice des dispositions prévues par le code du travail (article R. 4512-6 et suivants).

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.

### **Article 31**

**31-1.** Les équipements métalliques (réservoirs, cuves et tuyauteries) sont mis à la terre conformément aux réglementations applicables, compte tenu notamment de la catégorie des liquides inflammables contenus ou véhiculés.

Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert de liquides inflammables ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques sont reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise ou un réseau de terre. La continuité des liaisons présente une résistance inférieure à 1ohm et la résistance de la prise de terre est inférieure à 10 ohms.

**31-2.** En application de l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié, l'exploitant a fait réaliser une analyse du risque foudre et une étude technique pour les installations du parc C, par un organisme compétent. L'exploitant procèdera avant le 31 décembre 2012, à la réalisations des mesures

précaunisées par cette étude qui est enregistrées sous la référence « Energie-Foudre n°09.10.0581/C ».

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique.

Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérification.

## **Article 32**

Les locaux dans lesquels sont présents des liquides inflammables sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs de liquides inflammables.

Toutes les dispositions sont prises pour éviter l'accumulation de vapeurs de liquides inflammables dans les parties basses du bâtiment de la pomperie BP, dans le local du groupe électrogène, dans le bâtiment de la pomperie incendie, notamment dans les fosses et les caniveaux.

## **Titre X : Défense contre l'incendie**

### **Article 33 Stratégie de lutte contre l'incendie**

L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction des scénarios de référence déterminés par l'étude de dangers suivants :

- feu de nappe de liquide inflammable à la suite du débordement d'un réservoir ;

- feu de nappe de liquide inflammable à la suite du débordement de la cuvette de rétention de gare à racleurs,
- ou feu de nappe de liquide inflammable à la suite d'une fuite de grande ampleur étendue à l'extérieur du bâtiment de la pomperie basse pression.

La stratégie est dimensionnée pour une extinction des incendies des scénarios de référence précités, en moins de trois heures après le début de l'incendie.

#### **Article 34 Moyens en équipement et en personnel**

**34-1.** Afin d'atteindre les objectifs définis dans sa stratégie de lutte contre l'incendie ou une explosion, l'exploitant dispose de moyens fixes et mobiles qui se composent :

- d'une pomperie incendie constituée par une motopompe thermique d'un débit de 360 m<sup>3</sup>/h. Dans ce même local, l'exploitant dispose d'une motopompe de 220 m<sup>3</sup>/h en réserve ;
- d'une réserve d'eau de 1500 m<sup>3</sup> alimentée par le réseau d'eau de ville ;
- d'une réserve d'émulseur de 5 m<sup>3</sup> stockée dans une cuve ;
- d'un réseau d'eau d'incendie sous pression et formant une boucle, alimenté par la pomperie incendie, et sur lequel sont piqués 6 poteaux d'eau d'incendie ;
- un canon mixte eau/mousse, mobile de 2000 l/min.

L'exploitant n'ayant pas constitué d'équipe de première intervention, doit se renforcer en cas de sinistre par des personnels qualifiés et formés à la lutte contre l'incendie. Il doit, à cet effet, établir des protocoles d'aide mutuelle ou des conventions de droit privé ou encore faire intervenir les moyens des services d'incendie et de secours de la Marne.

**34-2.** L'exploitant prévoit en cas d'incendie, l'intervention immédiate des services d'incendie et de secours de la Marne. Il doit donc valider sa stratégie de lutte contre l'incendie avec les secours publics avant le 31 décembre 2012, en précisant la nature et le volume de ses besoins.

En cas d'accord et de validation de la stratégie par les service d'incendie et de secours de la Marne, un accord formalisé est établi entre les deux parties avant le 31 décembre 2013.

Cet accord est limité aux moyens matériels non consommables et au personnel d'intervention en complément des moyens de l'exploitant.

Cet accord implique la transmission par l'exploitant des informations nécessaires pour permettre aux services publics d'élaborer une réponse opérationnelle adaptée.

**34-3.** En cas de réponse négative du SDIS de la Marne, l'exploitant définit une stratégie d'intervention qui ne prévoit pas le concours des services d'incendie et de secours.

La stratégie est alors organisée soit avec l'intervention de moyens extérieurs privés, soit uniquement avec les personnels et équipements de la SFDM.

**34-4.** L'exploitant informe l'inspection des installations de la réponse du SDIS de la Marne.

**34-5.** L'exploitant s'assure qu'en cas d'incendie, une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est sur place dans un délai maximum de trente minutes.

Pour réduire les délais de mise en pression du réseau d'eau d'incendie, une commande de mise en service de la motopompe est déportée dans le poste de garde du parc C.

En absence de moyens fixes, le délai de mise en œuvre des moyens mobiles d'extinction est défini dans la stratégie de lutte contre l'incendie et la mise en œuvre des premiers moyens

mobiles est effectuée dans un délai maximum de soixante minutes à compter de la détection du feu.

**34-6.** Du personnel de la SFDM est désigné pour mettre en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie. Ce personnel est apte à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.

Ce personnel dispose d'équipement de protection individuelle adaptés à la lutte contre le feu.

**34-7.** A la demande du SDIS de la Marne, selon le scénario déterminé par l'étude de dangers, l'exploitant doit définir les besoins en eau et en émulseurs nécessaires pour effectuer une temporisation du feu de 60 minutes et une extinction en 20 minutes. Les taux d'application de l'émulseur en temporisation et en extinction sont calculés d'après la circulaire du 6 mai 1999 relative à l'extinction des feux de liquides inflammables.

### **Article 35**

Si le débit d'eau nécessaire à l'opération d'extinction dépasse 240 m<sup>3</sup>/h, l'établissement dispose d'un réseau maillé et sectionnable au plus près de la pomperie.

Le réseau, les réserves en eau ou en émulseur et les équipements hydrauliques disposent de raccords permettant la connexion des moyens de secours publics.

Des raccords de réalimentation du réseau par des moyens mobiles sont prévus pour palier à un éventuel dysfonctionnement de la pomperie.

### **Article 36**

L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur, notamment :

- d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site et en particulier dans les lieux présentant des risques spécifiques, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- d'un système d'alarme interne ;
- d'un moyen permettant de prévenir les services d'incendie et de secours départementaux ;
- d'un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'un état des stocks de liquides inflammables tel que défini par le présent arrêté ;
- d'une réserve de produits absorbants incombustibles en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produits absorbants est stockée dans des endroits visibles, facilement accessibles et abritée des intempéries ;
- d'un plan de fonctionnement de la pomperie incendie ;
- d'un plan du réseau d'eau d'incendie.

### **Article 37**

**37-1.** L'exploitant a réalisé des consignes, des procédures ou des documents qui précisent :

- les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens d'incendie et de secours ;
- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modes de transmission et d'alerte ;

- les moyens d'appel des secours extérieurs et les personnes autorisées à effectuer ces appels ;
- les personnes à prévenir en cas de sinistre ainsi que les numéros d'appel.

**37-2.** Le réseau d'eau d'incendie est vérifié annuellement.

Les extincteurs et les dispositifs d'extinction ainsi que les dispositifs de détection sont vérifiés annuellement.

Les motopompes de la pomperie incendie sont démarrées hebdomadairement.

Les résultats des contrôles sont notés dans un registre.

### **Article 38**

L'exploitant a établi un plan d'opération interne, dans lequel la stratégie de lutte contre les incendie et l'organisation des moyens et les procédures d'appel des secours sont définies.

Le POI est régulièrement mis à jour.

Un exemplaire du POI est consultable au poste de garde du parc C.

### **Article 39**

L'exploitant organise régulièrement des formations relatives aux risques liés à l'exploitation des installations et aux produits stockés. Un exercice de lutte contre l'incendie est organisé par an. Tous les trois ans, un exercice est organisé avec le SDIS de la Marne.

Les enseignements tirés des exercices sont notés en annexes du POI ou dans un registre spécifique.

### **Article 40 : Hygiène et sécurité du travail**

L'exploitant se conforme aux dispositions du code du travail et des textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Les interventions d'entreprises extérieures se font conformément aux dispositions du code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.